

TRÉSORERIES MUNICIPALES

Le plan de réorganisation passe mal à Marchiennes

ADMINISTRATION Après avoir été menacée de fermeture en 2015 et sauvée par le gong, la perception est de nouveau dans le viseur et risque un regroupement avec celle de Pont-à-Marcq.

Gérald Darmannin, ministre des Comptes publics, a informé, début juin, les élus locaux d'une réorganisation complète des finances publiques à l'horizon 2022, sur l'ensemble du pays. Dans le Douaisis, même si ce n'est pour l'instant qu'un projet, 64 trésoreries fermeront, dont celle de Marchiennes. Une annonce qui n'a pas du tout plu aux élus locaux.

Ils se sont rassemblés vendredi dernier en mairie de Marchiennes, à l'initiative du maire, Claude Merly, et de Frédéric Delannoy, maire d'Hornaing, conseiller Départemental et président de Coeur d'Ostrevent. Les syndicats des finances publiques du Nord étaient également présents : CGT, SOLIDAIRES, FO, UNSA, CPJT, en présence de Dany Halaut, maire de Vred et Marc Delecluse, maire de Rieulay. Les services Impôts ne feront plus d'accueil, comme pour les services de gestion comptable.

Ce projet est pour eux un lettre qui ne répond pas aux exigences de services publics de proximité, particulièrement dans le Bassin Minier et en zones rurales avec des conséquences lourdes pour l'ensemble des administrés. Ces derniers devront effectuer des trajets plus longs ou se débrouiller eux-mêmes avec internet.



Les élus et les syndicats s'opposent à la présente restructuration du réseau et attendent des réponses précises afin de garder les services fiscaux à Douai.

La fermeture des trésoreries va apporter des difficultés supplémentaires des usagers dans leurs démarches, attentes plus importantes, déplacements plus longs et moins économiques.

publics et la fin de l'accueil au public dans les perceptions avec « la formule » (sic) des maisons France Service du président Macron sous forme d'accueils itinérants.

UNE DISPARITION DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

Ce projet de réorganisation des services de la direction régionale des finances publiques du Nord n'a fait l'objet d'aucune consultation préalable avec les élus et les représentations syndicales.

Celui-ci est en inadéquation totale avec la redynamisation du Bassin Minier qui doit sanctuariser les communes. Or on entend que les perceptions de Marchiennes, de Somain voire de Sin-le-Noble vont fermer. Où faudra-t-il aller ?

« La disparition des services publics particulièrement dans le Bassin Minier conduirait inéluctablement à la poursuite de la désertification des communes rurales, alors même que nos populations ont besoin de cohésion sociale et territoriale, avec un véritable service public de proximité »

exulte Frédéric Delannoy, maire de Hornaing, conseiller départemental et Président du Coeur d'Ostrevent. Le message est clair : « Cela fragilise toujours la même partie de la population, celle en précarité, qui a besoin de conserver un service public de proximité. Pour qui aller à la perception de Pont à Marcq, pour les communes dépendants du Trésor Public de Marchiennes par exemple, ne serait pas possible » a fustigé Claude Merly.